

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

29 août 2012 – N° 563

Elections américaines 2012 : Obama, Romney et la falaise budgétaire

A l'approche des élections présidentielles qui se tiendront le 6 novembre 2012, le moment est venu de faire le point sur les grands enjeux qui vont accompagner cet événement. En effet, la fin de l'année 2012 sera marquée par l'expiration de certaines mesures fiscales et la mise en place de coupes budgétaires de grande ampleur (autour de 4 points de PIB pour l'année fiscale 2013). De même, la problématique du plafond de la dette se présentera de nouveau début 2013. Avec une configuration politique complexe et une forte polarisation, les incertitudes sur le devenir de la politique budgétaire sont importantes et le résultat des élections conditionnera vraisemblablement les décisions qui seront obtenues en la matière. Dans un tel contexte, aucune décision ne sera adoptée avant les élections de novembre, ce qui au regard des échéances fiscales de fin d'année devrait contribuer à renforcer le climat d'incertitude qui pèse sur l'économie.

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteurs :

Thomas JULIEN

Inna MUFTEEVA

Clémentine CAZALET

Introduction : une élection présidentielle pas comme les autres ?

Près de quatre ans après l'investiture de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis, l'économie américaine, encore convalescente, continue de montrer des signes de faiblesse. Dans ce contexte et en l'absence d'une reprise cyclique forte, il semble nécessaire pour le pays de conserver un « policy-mix » accommodant. Toutefois, la « crise » du plafond de la dette au cours de l'été 2011 a révélé d'importantes divisions entre partis politiques, engendrant une hausse de l'incertitude politique quant aux grands défis qui se présentent actuellement (falaise budgétaire, soutien à la croissance et besoin de consolidation budgétaire). Nous décrivons ici les enjeux qui entourent cette élection présidentielle et les grandes tendances qui pourraient se dessiner après les élections.

Le bilan du Président Obama

Les élections de novembre étant en quelque sorte un référendum sur les accomplissements du président sortant, nous revenons d'abord sur le programme d'Obama de 2008 et les politiques mises en place au cours de son premier mandat.

Malgré le contexte peu favorable (la campagne électorale de 2008 s'est déroulée en pleine crise, **graphique 1**), le Parti démocrate a réussi à conserver la majorité au Congrès ce qui a permis à l'administration Obama de négocier un vote favorable sur les trois projets phares sans soutien important des républicains. Ces trois piliers de l'agenda présidentiel (le stimulus fiscal de 787Md\$, la réforme de la santé et la réforme du système financier de Dodd-Frank) ont été ratifiés lors des deux premières années du mandat d'Obama.

Le changement de climat politique après les élections de mi-mandat

La nouvelle configuration du Congrès après les élections de mi-mandat fin 2010 (avec la perte du contrôle de la Chambre des Représentants par les démocrates), a changé la donne.

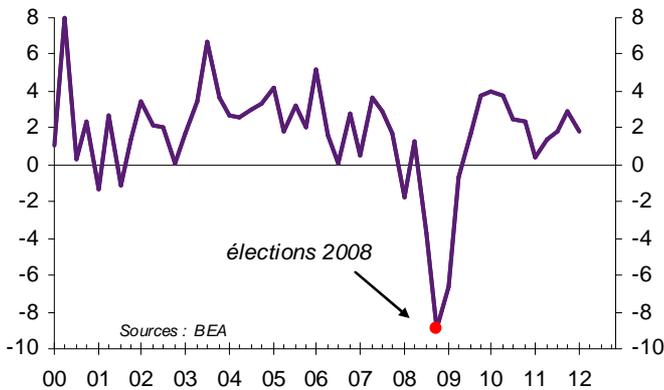
Les deux dernières années de la Présidence d'Obama ont été marquées par un blocage politique avec un Congrès divisé et un paysage politique fortement polarisé, notamment du fait de l'émergence du « Tea Party » côté républicain et l'affaiblissement des démocrates modérés (comme, par exemple, le groupe « Blue Dogs » dans la Chambre des Représentants).

Le Congrès a néanmoins approuvé fin 2010 l'initiative d'Obama pour la mise en place d'un stimulus supplémentaire (qui comprenait une baisse du taux de cotisation sociale des salariés et la prolongation de l'assurance chômage de long terme), lequel a été prolongé fin 2011.

Cependant, malgré l'abondance des débats qui ont porté sur la consolidation fiscale et la création de nombreux comités spéciaux bipartites, les deux camps n'ont pas réussi à trouver un accord sur un projet de grande envergure. L'absence d'un avancement sur un des projets proposés, l'impasse politique lors des négociations sur le plafond de la dette ainsi que la situation déjà extrêmement dégradée des finances publiques américaines (**graphique 2**) ont entraîné en août 2011 la perte par les Etats-Unis de la note AAA donnée par l'agence de notation Standard&Poor's sur la dette souveraine de long terme.

Graphique 1

Etats-Unis: croissance économique (PIB en %T/T en rythme annualisé)



**La falaise budgétaire
ou le principal enjeu
entourant les élections**

Alors que le contexte électoral amplifie le clivage politique et complique les négociations, la politique fiscale fait peser un risque important sur la croissance économique.

La législation actuelle, prévoit effectivement un resserrement fiscal de grande ampleur au 1er janvier 2013. Parmi les mesures on note l'expiration de politiques temporaires qui avaient été mises en place pour assouplir la fiscalité et soutenir la croissance (baisse d'impôts de l'administration Bush, mesures de stimulus, indexation de l'AMT sur l'inflation, « doc fix », voir l'**encadré 1**). On note également le déploiement des coupes dans les dépenses résultant de l'échec du Super Comité (« séquestration ») et des négociations du plafond de la dette l'été dernier. Cet ensemble de mesures a été surnommé la falaise budgétaire (« Fiscal Cliff »).

D'après les estimations du CBO, si rien n'est fait pour éviter que ces mesures fiscales prennent effet à la fin de l'année, l'économie devrait subir un choc négatif d'environ 4% du PIB nominal sur l'année fiscale 2013 (**tableau 1**), ce qui conduirait immédiatement la croissance des États-Unis en territoire négatif les deux premiers trimestres de l'année.

Graphique 2

Etats-Unis: Déficit et dette publics (en % du PIB)

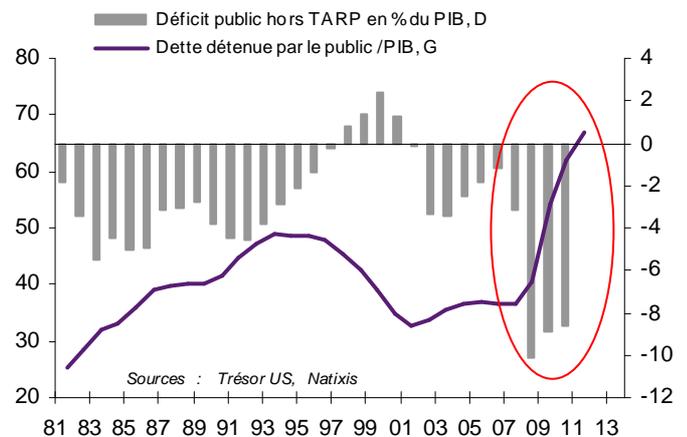


Tableau 1

Estimation de la falaise budgétaire par le CBO

Montant pour l'année fiscale 2013	En Mds de \$	En % du PIB
2011/2003 Bush tax cut, AMT, "doc fix"	297	2,0
Baisse des cotisations sociales	95	0,6
Allocations chômage temporaire (EUC)	26	0,2
Coupes de dépenses automatiques ("Sequestration")	65	0,4
Taxes comprises dans l' "Affordable Care Act"	18	0,1
Autres changements dans les revenus et les dépenses	105	0,7
Total	607	4,0

Source: CBO

Encadré 1

L'AMT ou Alternative Minimum Tax, est une taxe (généralement fixe) sur le revenu imposée principalement aux individus et entreprises. Elle porte sur un montant ajusté du revenu taxable après un certain seuil. Ce seuil n'étant pas indexé sur l'inflation, depuis plusieurs années le gouvernement vote chaque année une hausse des barèmes afin d'éviter une augmentation de la pression fiscale sur les revenus. C'est le vote de cette augmentation qui est en jeu ici.

Le « **doc fix** » est le terme généralement utilisé pour désigner le vote annuel du Congrès qui permet d'éviter une baisse du salaire des médecins qui participent au programme Medicare. En effet, depuis 1997 il existe une formule qui détermine le niveau de paiement de ces médecins. Cette formule qui devait permettre des économies en matière de dépenses publiques, prévoit une baisse substantielle de la rémunération des médecins, créant pour eux une désincitation à participer au programme Medicare. Ici aussi, c'est le vote du Congrès pour repousser dans le temps la mise en place de la formule qui est en jeu.

Les risques pour la croissance

Toutefois, les agents économiques s'attendent largement à ce que seule une partie de ces mesures prenne effet, ce qui diminuerait considérablement le choc. Les politiciens devraient effectivement s'arranger pour ne pas laisser expirer les crédits d'impôts de l'administration Bush au moins pour la majorité des ménages (ainsi que l'AMT et le « Doc Fix ») qui représentent une large part de la « falaise ». En revanche, l'expiration de la baisse du taux de cotisations sociales, de l'assurance chômage de longue durée et la mise en place d'une partie des coupes de dépenses liées à la « séquestration » est plus probable, ce qui au final ramènerait le montant du choc fiscal dans une fourchette plus raisonnable (entre 1% et 1,5% du PIB). Il existe un risque à la hausse, notamment pour les coupes liées à la séquestration (principalement dans le secteur de la défense), qui déplaisent à la fois aux républicains et aux démocrates (**tableau 2**).

Tableau 2
Les positions politiques des deux partis

	Démocrates	Républicains	Probabilité d'un prolongation/abrogation
Bush tax cuts	Expiration pour les hauts revenus (>\$250K)	Prolongation	Elevée*
Baisse des cotisations sociales	Expiration	Expiration	Basse*
Allocations chômage temporaire (EUC)	Expiration	Expiration	Basse*
Coupes dans les dépenses automatiques (séquestration)	Remplacement par d'autres mesures	Remplacement partiel par d'autres coupes	Elevée
Taxes comprises dans l'Affordable Care Act	Mise en œuvre	Abrogation	Incertain

Source: CBO, Natixis

*Pour la prolongation

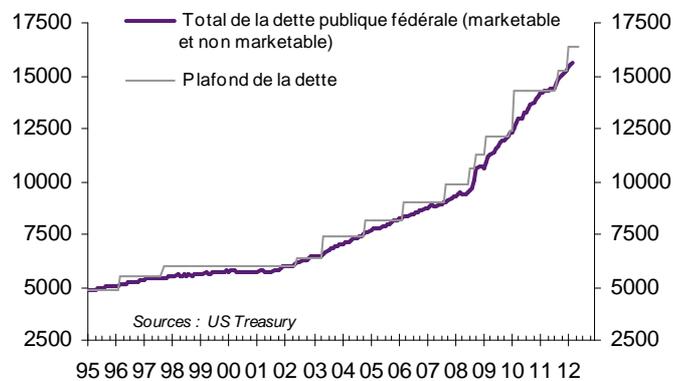
Des effets indirects à ne pas négliger

Cependant, l'incertitude porte sur le déroulement des négociations qui devraient avoir lieu après les élections, les deux partis n'ayant aucun intérêt à résoudre le problème avant. Or, l'environnement anxigène qui en découle, pourrait engendrer des effets négatifs sur l'économie (via la confiance des agents) dont il est difficile de mesurer l'ampleur. Les informations qualitatives publiées dans le Beige Book pour la période qui couvre la fin du T2, ont attribué le ralentissement du marché du travail à ces incertitudes.

Le plafond de la dette : un problème post électoral

Par ailleurs, après les élections l'agenda politique sera de nouveau consacré à négocier une nouvelle augmentation du plafond de la dette. Comme annoncé par le secrétaire général du Trésor, Tim Geithner, cette problématique ne devrait se présenter qu'au début de l'année 2013. Ainsi, elle ne jouera pas le même rôle « incitatif » lors des prochaines négociations politiques sur la falaise budgétaire que lors des négociations de l'été 2011. Cet exercice récurrent dans la vie politique américaine (le plafond de la dette a été relevé plus de 100 fois depuis 1917, **graphique 3**), pourrait à nouveau occuper une place assez centrale si le Congrès reste divisé après les élections (scénario le plus probable) et que des négociations pour un plan de consolidation fiscale d'ampleur s'engagent. En effet, les démocrates et les républicains sont toujours opposés sur les conditions qu'ils souhaitent imposer en parallèle de son augmentation : coupes de dépenses côté républicains et mélange de coupes et de hausses des impôts côté démocrates.

Graphique 3
Etats-Unis: dette publique fédérale et plafond
de la dette (Mds de \$)

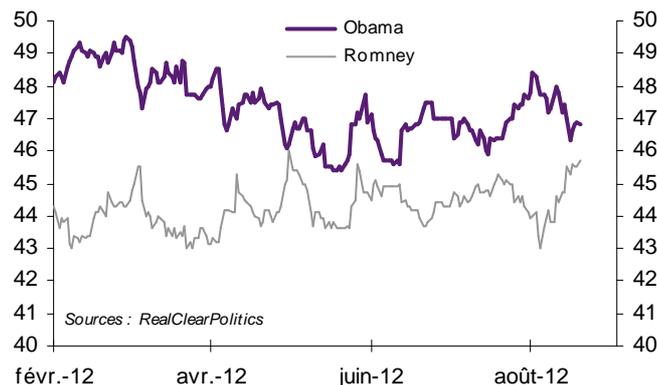


L'élection présidentielle : Obama et Romney dans un mouchoir de poche

Le déroulement des négociations concernant la falaise budgétaire et le plafond de la dette dépend largement des résultats des élections du 6 novembre.

En ce qui concerne les élections présidentielles, le Président Obama a longtemps tenu la première place dans les sondages, bénéficiant jusqu'ici d'une primaire républicaine relativement volatile. Toutefois, depuis la sortie de Rick Santorum de la course à l'investiture républicaine (qui était le principal opposant) et avec des nouvelles économiques décevantes qui ont desservi Obama, le candidat Romney a pu regagner du terrain. Il talonne désormais le Président sortant dans la plupart des sondages (**graphique 4**).

Graphique 4
Etats-Unis: la moyenne des sondages sur
l'intention de vote (Obama vs Romney), %



D'après RealClearPolitics, Obama est pour le moment crédité de plus de 40% des intentions de vote (désignées par le nombre de grands électeurs, voir **encadré 2 ci-dessous**), contre uniquement 25% pour Romney mais un tiers d'indécis. Obama conserve donc un léger avantage mais le second mandat ne lui est pas acquis avec certitude. Le résultat sera serré et devrait également dépendre de l'évolution de l'économie à court-terme qui pourrait fortement pénaliser ce dernier.

Encadré 2

Le processus électoral des élections présidentielles aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, l'élection présidentielle est un scrutin indirect en un tour, afin d'élire le Président et son vice-président pour un mandat de 4 ans, selon les règles de la Constitution.

En théorie, de nombreux candidats peuvent se présenter mais dans la pratique, seuls les candidats des Partis démocrate et républicain sont de réels prétendants, principalement du fait des coûts très élevés à mener une campagne présidentielle aux Etats-Unis et du mode de scrutin qui favorise le bipartisme. Les candidats de chaque parti sont élus au cours d'élections primaires dont le processus diffère selon les Etats. Lorsqu'un candidat est désigné au sein d'un parti, il entame la campagne électorale et choisit librement son potentiel vice-président.

Le jour de l'élection, les électeurs américains sont appelés à voter au suffrage universel pour des grands électeurs qui composeront le collège électoral désignant le Président. Chaque Etat dispose d'un nombre de grands électeurs égal au nombre de ses représentants et Sénateurs (soit 538 grands électeurs au niveau fédéral), proportionnel à la taille de sa population. Les listes des grands électeurs sont choisies par les partis politiques. En principe, le bulletin de vote devrait indiquer les noms des grands électeurs mais dans la pratique, ils sont désignés par le candidat qu'ils soutiennent. La désignation des grands électeurs est régie par des règles différentes selon les Etats. Le système électoral du « winner-takes-all » est le plus répandu : tous les Etats sauf deux (Maine et Nebraska) donnent toutes les voix au candidat arrivé en premier. Il peut donc y avoir une disparité entre le résultat du vote populaire et celui du collège électoral, d'autant plus qu'un grand électeur peut décider de ne pas voter pour le candidat qu'il soutenait initialement (les cas sont rares et cette pratique est pénalisée dans certains Etats). Les résultats de l'élection présidentielle sont annoncés en novembre, alors que le collège électoral ne vote qu'en décembre.

Les programmes

Les informations disponibles sur les deux candidats permettent d'appréhender quelles seront les grandes orientations des agendas politiques après les élections et l'impact attendu sur les finances publiques et l'économie (voir annexe pour le détail des programmes).

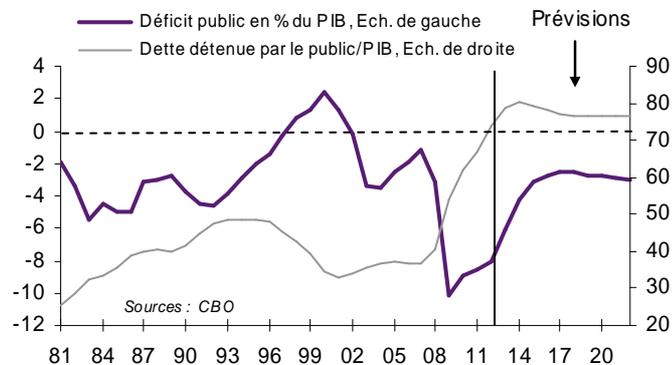
Impact sur le budget

Obama

Si les candidats sont tous deux en faveur du retour des finances publiques sur une dynamique soutenable à long-terme, le projet du président Obama, tel qu'il est présenté dans son budget 2013, n'intègre pour le moment aucune consolidation fiscale de grande ampleur et ne règle pas les problèmes de fond liés aux programmes mandataires (Social Security, Medicare et Medicaid), qui seront les principaux vecteurs des déficits publics à long-terme. Toutefois, le président sortant, qui a milité en faveur d'une solution crédible (« grand bargain ») au cours de la « crise » du plafond de la dette, devrait continuer à promouvoir les travaux bipartisans, pour obtenir un accord sur un plan de consolidation budgétaire.

La réforme prévue du système de taxation des entreprises (« The President framework for business tax reform ») présentée en février 2012, devrait avoir un impact neutre sur le budget puisqu'il est prévu de financer la baisse des revenus par la clôture de certaines niches fiscales et d'autres mesures.

Graphique 5
Etats-Unis : prévisions de déficit public d'après
les propositions du budget Obama pour
l'année 2013 (CBO)



Romney

Fidèle à l'idéologie du Parti républicain, le programme de Romney vise un équilibre des finances publiques via une réduction de la taille de l'appareil étatique. Le plan du candidat républicain prévoit un remaniement complet du système de taxation basé principalement sur un allègement de la fiscalité pour les agents économiques. Le projet prévoit également un objectif d'équilibrage du budget à moyen terme, la mise en place d'un plafond pour les dépenses publiques (à 20% du PIB) et un plancher pour les dépenses du secteur de la défense. Toutefois, de tels objectifs devraient requérir des coupes massives, ce qui suggère une réduction marquée des principaux programmes mandataires et discrétionnaires¹.

Le choix du Vice-Président au cours du mois d'août, est également révélateur de l'orientation budgétaire du candidat républicain. En effet, même si le Vice-président ne dispose en pratique que d'un pouvoir exécutif très limité, Paul Ryan (le nominé), figure de proue du Tea-Party mais également Président de la Commission du Budget de la Chambre des représentants a déjà présenté un budget permettant un retour à l'équilibre budgétaire, via une baisse drastique des dépenses.

Impact sur la croissance

Avec toujours le clivage entre politique de l'offre et politique de la demande, le programme du président Obama, plutôt en faveur de politiques dites Keynésiennes (hausse des dépenses d'infrastructures par exemple) semble plus favorable à la croissance à court-terme. A l'opposé, les coupes de dépenses nécessaires pour la mise en place des engagements pris en matière de politique fiscale par Romney devraient grever les revenus des ménages qui bénéficient des programmes sociaux (vétérans, retraités, Medicaid...), et qui ont en général une forte propension à consommer. L'expiration des baisses d'impôts de l'administration Bush (sur les revenus et les gains en capital) pour les ménages aisés, qui épargnent en général une plus grande part de leur revenu, ne devrait avoir qu'un impact marginal sur la consommation.

Avec une baisse prévue du taux de taxation sur les entreprises, le programme de Romney apparaît plus favorable à l'investissement. Les marchés devraient également accueillir favorablement cet allègement de la fiscalité. Toutefois, la complexité du système actuel, composé d'une multitude de niches fiscales, semble pénaliser les petites entreprises pour qui le coût à supporter pour en bénéficier (principalement juridique) est trop élevé. Or, si Obama a déjà proposé une réforme en la matière, le projet républicain reste flou sur le sujet. La politique extérieure défendue dans le programme républicain est plutôt favorable aux échanges, avec cependant une dimension protectionniste en ce qui concerne la Chine.

¹ Voir l'analyse du Center on Budget and Policy Priorities : « Romney Budget proposals would require massive cuts in Medicare and other programs ».

Les élections du Congrès complexifient la situation

Autre sujet, les élections présidentielles seront accompagnées par le renouvellement d'un tiers des membres du Sénat et de la totalité des membres de la Chambre des représentants. Ainsi, l'environnement politique pour les années à venir ne dépend pas du simple résultat des présidentielles : pour qu'un projet de loi soit appliqué, il faut qu'il soit adopté par les deux chambres et signé par le Président. Or, les deux années précédentes ont démontré, qu'une cohabitation entre les deux partis pouvait s'avérer hautement contre-productive.

Depuis les élections de mi-mandat fin 2010, les républicains ont obtenu une majorité importante au sein de la chambre-basse, en revanche les démocrates ont pu garder de justesse le contrôle de la chambre haute.

En ce qui concerne 2012, les républicains devraient conserver la majorité au sein de la Chambre des représentants. Mais le Sénat se trouve au centre des incertitudes : sur les 33 sièges en jeu (1/3 des sièges), 23 appartiennent aux démocrates contre seulement 10 pour les républicains (**tableau 3**). Dans tous les cas, aucun des partis ne devrait obtenir la « super » majorité (60) nécessaire à certains votes.

Tableau 3
Elections du Sénat et de la Chambre des représentants

Sénat		
Majorité: 51	Démocrates	Républicains
Répartition actuelle	53*	47
Nombres de sièges concernés par les élections	23	10
Chambre des représentants		
Majorité: 218	Démocrates	Républicains
Répartition actuelle**	190	242

*dont 2 sièges indépendants ** 3 sièges sont actuellement vacants

Les différents scénarii

Vu la forte incertitude qui entoure ces élections, nous essayons de dresser les scénarii probables, pour tenter de se représenter quelles pourraient être les diverses implications en matière de conduite de la politique fiscale (**tableau 4**).

Tableau 4
Les différentes configurations possibles après les élections

	Obama est réélu Président	Romney remporte la présidentielle
Le Congrès passe sous contrôle républicain	Négociations sur un plan de consolidation fiscale bipartisan (3)	Mise en place de l'agenda républicain (2)
Le Congrès reste divisé	Négociations sur un plan de consolidation fiscale bipartisan (1)	Léger avantage pour les républicains (faible probabilité)
Le Congrès passe sous contrôle démocrate	Mise en place de l'agenda démocrate (faible probabilité)	Scénario peu probable

(1) Etant donné la légère avance du Président sortant dans les sondages, le scénario le plus probable serait la réélection d'Obama avec un Congrès toujours divisé. Dans ce cas, la négociation d'un plan de consolidation fiscale de grande ampleur devrait dominer l'agenda politique. Des négociations devraient également avoir lieu dans le cas où Obama est réélu et le Congrès passe aux mains des républicains avec peut-être un pouvoir de négociation un peu plus fort du côté républicain (scénario 3).

(2) Si Romney remporte les élections il a de grandes chances de remporter la majorité au sein des deux chambres du Congrès. L'agenda politique sera dans ce cas dédié à la mise en place du programme républicain.

Synthèse Malgré une légère avance du Président sortant, le résultat des élections est encore incertain et pourrait être influencé par l'évolution de l'économie à court terme. En parallèle il ne faut pas oublier que la conduite de la politique fiscale dépendra également du résultat des élections du Congrès, avec de fortes incertitudes en ce qui concerne le Sénat.

Sans surprise, les programmes des deux candidats comportent les oppositions traditionnelles entre démocrates et républicains : politique de la demande d'un côté et politique de l'offre de l'autre. De manière synthétique, l'agenda démocrate semble plus favorable à la croissance à court-terme, tandis que l'agenda républicain devrait favoriser le secteur privé.

Toutefois, outre les clivages habituels, il faut mentionner le contexte particulier qui accompagne ces élections. D'une part, la « crise » du plafond de la dette au cours de l'été 2011 a révélé une polarisation très forte entre les deux partis. D'autre part, elles coïncident avec l'imminence d'un choc fiscal désordonné (« la falaise budgétaire »), qui ne règle pas la question de non-soutenabilité des finances publiques à long terme et menace la reprise.

Ainsi, même si les deux partis souhaitent éviter ce choc, il en résulte une forte incertitude sur le déroulement des négociations qui ne pourront prendre place qu'après les élections. Nous attendons pour notre part, un choc fiscal de moindre ampleur qui sera néanmoins suffisant pour entraîner un ralentissement de l'économie en 2013.

Annexe
Résumé des programmes des candidats à la présidentielle

	Obama	Romney
Ménages	<ul style="list-style-type: none"> - Prolongation des "bush tax cuts" pour les ménages dont les revenus sont inférieurs à 250K\$. - Mise en place de la "Buffet rule" - Maintien du taux de taxation des gains en capital à 15% pour les ménages avec des revenus inférieurs à 250K\$. Retour sur l'ancien barème de taxation pour les autres ménages. Restaurer le barème de taxation des successions en place en 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> - Extension permanente des crédits d'impôt de l'administration Bush - Baisse supplémentaire de 20% des taux de taxation des ménages - Abrogation des taxes sur la succession, des taxes (pour les actifs détenus sur le long-terme) sur les gains en capital, les dividendes et les revenus d'intérêts pour les couples mariés avec un revenu inférieur à 200 000 \$.
Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse des impôts pour les petites entreprises. Baisse du taux effectif de taxation du secteur manufacturier à 25%. - Introduction d'une taxe minimum sur les revenus réalisés à l'étranger pour favoriser l'investissement domestique - Simplification du système de taxation. Cloture de certaines niches fiscales pour financer la réforme du système de taxation des entreprises. - Extension du crédit d'impôt pour la recherche et l'expérimentation 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse du taux fédéral de taxation des entreprises de 35% à 25% et réforme du système de taxation. - "tax holliday" pour les profits réalisés par les entreprises à l'étranger. - Extension d'un an des crédits d'impôts pour les investissements et du full expensing of capital expenditures. - Extension permanente du crédit d'impôt pour la recherche et l'expérimentation
Réforme budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> - Maintien d'un système de taxation territorial avec des modifications pour favoriser les entreprises localisées sur le territoire américain. 	<ul style="list-style-type: none"> - Transition vers un système de taxation territorial à la place du système actuel transnational - Hausse des dépenses du secteur de la défense avec un montant minimum de 4% du PIB - Objectif d'équilibrage du budget à moyen-terme - Baisse des dépenses Fédérales à 20 % du PIB au terme du premier mandat et établir un plafond à ce niveau ensuite. - Baisse immédiate de 5% des dépenses discrétionnaires hors défense
Fiscal Cliff	-Éliminer les coupes de dépenses automatique ("Sequestration")	
Programmes mandataires	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de réforme majeure de la "Social Security" - Gel du taux de paiement des médecins participant au programme Medicare sur les niveaux de 2012 - Gel du taux de paiement des médecins participant au programme Medicare sur les niveaux de 2012 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de l'âge de départ à la retraite et modifier l'indexation à l'inflation des pensions - Pas de hausse des taxes ni d'augmentation de la limite des revenus assujettis à la taxe pour financer la sécurité sociale. - Pas de hausse des taxes ni d'augmentation de la limite des revenus assujettis à la taxe pour financer la sécurité sociale. - Déléguer la gestion de Medicaid aux Etats en les subventionnant
Dépenses publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Hausse des dépenses d'infrastructure pour réparer les routes et ponts. Obtenir le statut de mandataire pour les dépenses du département dédié aux infrastructures. - Création d'une banque d'infrastructure 	

Emploi public		<ul style="list-style-type: none"> - Aligner les salaires et bénéfices sur ceux du privé - Baisse de 10% du nombre d'employés fédéraux - Une embauche pour deux départs
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un système de type "cap and trade" - Séries de mesures pour favoriser les logements et les bureaux qui permettent des économies d'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> - Eliminer les réglementations mises en place par l'administration Obama sur les émissions de carbone - Remanier le "Clean Air Act" et le "Clean Water Act"
Réglementation bancaire	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la mise en place de la réforme Dodd-franck 	<ul style="list-style-type: none"> - Abroger la loi Dodd-Franck et la remplacer par une réglementation simplifiée
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la mise en place de la réforme de la santé avec une ouverture pour d'éventuelles modifications 	<ul style="list-style-type: none"> - Abroger la réforme de la santé mise en place par Obama
Politique extérieure	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien des relations économiques avec les principaux partenaires commerciaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir des accords de libre-échange bilatéraux - Création d'une zone économique de libre échange (Reagan Economic Zone) qui codifiera les principes du libre échange au niveau international - Désigner la Chine comme manipulatrice de son taux de change et imposer des sanctions bilatérales et multilatérales
Politique énergétique	<ul style="list-style-type: none"> - Investir dans des sources alternatives pour réduire la dépendance du pays au pétrole - Eliminer les crédits d'impôts pour les compagnies pétrolières et gazières - Abroger le programme de recherche et développement de gisements offshore 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'émission de permis d'extraction de matières premières et notamment du gaz de schiste - Faciliter le processus d'attribution de licence pour construire de nouveaux réacteurs nucléaires - Construction de pipelines et notamment du Keystone XL pipeline - Rediriger les sommes actuellement allouées aux énergies renouvelables vers la recherche centrée sur les nouvelles technologies énergétiques.
Immigration	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place du "Dream Act" 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du nombre de Visas pour favoriser l'immigration de travailleurs qualifiés - Octroyer la carte de résidence permanente pour les étudiants étrangers qui obtiennent un diplôme dans une université américaine.
Marché du travail	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un fond pour favoriser le retour à l'emploi ("Pathways back to work fund") 	<ul style="list-style-type: none"> - Déléguer la mise en place des formations au niveau des Etats - Limiter le rôle des syndicats
Défense	<ul style="list-style-type: none"> - Retrait des troupes en Afghanistan en 2014 	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir une présence militaire forte à l'étranger - Retrait des troupes en Afghanistan conditionnel
Questions de société	<ul style="list-style-type: none"> - En faveur du mariage "gay" 	<ul style="list-style-type: none"> - Contre le mariage "gay" - Contre l'avortement

Sources: "Believe in America, CBO, 'The President framework for business tax reform", CBPP, sites internet des candidats